

Libération de Pierre-Claver Mbonimpa assortie de certaines conditions

RFI, 30-09-2014 Burundi : Pierre-Claver Mbonimpa remis en liberté provisoire Au Burundi, le plus célèbre défenseur des droits de l'homme, Pierre-Claver Mbonimpa, a finalement bénéficié lundi 29 septembre d'une mesure de remise en liberté provisoire pour raisons de santé. Cette mesure est assortie de certaines conditions. En effet, il ne doit pas aller à l'aéroport, ni dépasser les limites de la capitale Bujumbura. Pierre-Claver Mbonimpa vient de passer quatre mois dans la prison de Mpimba, à Bujumbura, dont un mois dans une clinique où il est en train d'être soigné.

Officiellement, c'est la justice burundaise qui vient de parler. La défense de Pierre-Claver Mbonimpa, l'accusation portée par le procureur de Bujumbura et les parties civiles, tous avaient demandé, cette fois, la libération provisoire pour le vieux défenseur des droits humains, âgé de 65 ans, malade et transféré dans une clinique privée où il y a un mois, dans un état critique. Malgré les demandes répétées de ses avocats, qui avaient invoqué une circulaire ministérielle qui prévoit la libération provisoire aux prévenus de plus de 60 ans et atteints d'une maladie incurable, la justice burundaise n'avait rien voulu entendre. Il a fallu une contre-expertise médicale commanditée où il y a deux semaines, et qui est venue confirmer à quel point Mbonimpa était mal en point pour que le pouvoir burundais se rende compte qu'il jouait avec le feu », explique-t-on dans la société civile burundaise. La défense de Mbonimpa explique que la communauté internationale « a joué un rôle clé par ses pressions » dans sa libération provisoire. L'un des responsables de l'Association burundaise de protection des droits humains et des personnes détenues (Aprodh), Richard Nimubona, tient à remercier tous ceux qui ont contribué à cet heureux événement, citant notamment le Parlement européen et le président américain Barack Obama. Ils s'étaient prononcés en faveur de la libération de M. Mbonimpa. « On ne peut pas punir Pierre-Claver Mbonimpa pour ses révélations », estime le coordinateur du Forum national pour le renforcement de la société civile, Vital Nshimirimana. Pierre-Claver Mbonimpa, président de l'Association pour la protection des personnes détenues et des droits humains (Aprodeh), a d'ailleurs dénoncé, à sa sortie, des entraînements paramilitaires des jeunes du parti au pouvoir au Burundi dans l'est de la RDC. Pour le président de « Vendredi vert », campagne de soutien à Pierre-Claver Mbonimpa, une bataille a été gagnée, mais pas la guerre. Pacifique Nininahazwe, président de la campagne « Vendredi vert » : « Pour nous, Pierre-Claver Mbonimpa représente beaucoup d'autres Burundais qui subissent des injustices. Dans les prisons burundaises, il y a beaucoup de prisonniers qui sont là juste parce qu'ils ont exprimé des opinions différentes de celles des dirigeants burundais. »